

Secteur public : un gâteau de 6,6 milliards d'euros en 2007 !

Ah ! l'argent public? Combien les prestataires dépensent-ils en lobbying et en avant-vente pour se positionner sur les projets informatiques des administrations et collectivités territoriales ? Mystère. Toutefois, le cabinet d'étude Markess International nous donne un ordre d'idée de la taille du gâteau.

« En 2005, le marché des logiciels et des services IT relatifs à l'administration est estimé à 5 400 millions d'euros. Ce marché devrait croître de 10,6 % par an entre 2005 et 2007 pour atteindre 6.600 millions d'euros avec une dynamique plus forte pour les logiciels/progiciels que pour les services et plus importante aussi pour le marché de l'administration locale (+ 11,1 %) que centrale (+ 8 %)», explique l'étude. En effet, pour les deux prochaines années, l'e-administration a pour objectif de se moderniser radicalement, afin de maîtriser au mieux ces budgets, avec le recours fortement recommandé à l'open source et à l'externalisation. L'étude a été réalisée à partir de 340 interviews avec des responsables de l'administration centrale, d'organismes sous tutelle et de collectivités locales, complétées par une cinquantaine d'entretiens avec des prestataires de SSII. **Trio gagnant : la numérisation, la consolidation et les RH** L'étude de marché dresse également un bilan des diverses technologies de l'information utilisées par l'administration française pour 2005 et des projets majeurs pour les deux prochaines années. En tête avec 14 %, on retrouve sans surprise l'item « Numérisation, gestion électronique de documents et gestion de contenu ». Cela confirme que la préservation du patrimoine reste une mission majeure. Les portails suivent de près avec 13 % des réponses, talonnés par l'infrastructure et les transmissions. Une consolidation des équipements et des applications, juste reflet du reste du marché des entreprises. On s'amusera de trouver juste derrière, ex aequo avec 8 % des voix : les applications de ressources humaines et applications de gestion et de production. On s'étonnera plus encore des résultats de la sécurité (6 %) et des téléprocédures (5 %). **Qui ramasse les plus gros morceaux ?** En souhaitant réaliser le Top 10 des SSII intervenant sur le secteur public et de leur chiffre d'affaires (hors Défense et entreprises publiques), Markess International propose un tableau de 12 sociétés, ex aequo obligent. On retrouve donc Atos et Cap Gemini au premier rang avec 260 millions d'euros, suivis de très près par IBM Global Services, avec 240 millions d'euros. Toutefois, sur ce marché national ou local très spécifique, il est courant de voir ces différentes SSII collaborer sur des projets de plus en plus interdépendants. On remarquera la place d'HP, au dernier rang, certes, mais tout de même?